

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — RÉDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LARCHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiew; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAKENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et Co, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX DES ANNONCES À S^T-PÉTERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RÉCLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à S^T-PÉTERSBOURG.

Journal, lib. de la Cour Impériale, rue de Police, n° 15, de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LARCHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiew; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAKENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et Co, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT À S^T-PÉTERSBOURG.

	En roubles	En francs
Russie (Saint-Petersbourg)	2 r. 50 k.	18 fr.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r. 50 k.	18 fr.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	2 r. 75 k.	21 fr.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 25 k.	25 fr.
Etats-Unis d'Amérique	3 r. 75 k.	30 fr.

Prix de l'étranger: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier. Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois. Les abonnements pour S^T-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) pérouok, 15. Les abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres au Bureau des Abonnements du Journal de S^T-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous. Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de S^T-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 25 mai.

Le premier procureur du saint synode ayant quitté S^T-Petersbourg, l'intérieur de ses fonctions est confié par ordre suprême à son adjoint, le conseiller privé Tolstol.

(Messager officiel.)

Le ministre de la justice ayant quitté S^T-Petersbourg pour procéder à l'inspection de quelques tribunaux dans les arrondissements judiciaires des cours de Khar'kov et de Saratow, l'intérieur de ses fonctions est confié par ordre suprême à son adjoint, le conseiller privé et sénateur Essen.

(Idem.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Relevé sur sa demande de sa dignité de sénateur, le lieutenant-général de Dehn, qui reste à la suite du corps du génie et passe aux troupes de dépôt. (Ouverture imp. du 18 mai.)

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Promotion en récompense de services distingués au rang de conseiller privé, le conseiller d'Etat actuel Naryschkine, curateur honoraire de l'Institut pédagogique Catherine à Tambow; au rang de conseiller d'Etat actuel, le conseiller d'Etat Nazariants, professeur ordinaire à l'Institut Lazarew des langues orientales (du 11 mai 1873).

Confirmation en qualité d'inspecteur en chef (directeur) du lycée du césarévitch Nicolas, le conseiller d'Etat actuel Léontiev, qui reste membre du conseil du curateur de l'arrondissement scolaire de Moscou et en disponibilité au ministère.

Prolongation de mission scientifique à l'étranger jusqu'au 1^{er} septembre 1873, au bachelier Posnikow, de l'université impériale de Moscou.

Missions scientifiques à l'étranger pour les vacances de 1873 au conseiller privé de Grot, membre ordinaire de l'Académie impériale des sciences; pour les vacances d'été de 1873 au conseiller d'Etat actuel Mikhaïlov, directeur de l'Institut pédagogique de S^T-Petersbourg; du 1^{er} août au 15 septembre, au conseiller de collège Wild, membre ordinaire de l'Académie impériale des sciences et directeur de l'Observatoire physique central; pour deux mois à partir du 1^{er} juin 1873, à l'assesseur de collège Richter, professeur de l'Institut agronomique et forestier à Novaya Alexandria; du 15 juin au 1^{er} septembre 1873, au conseiller d'Etat actuel de Struve, géant du gymnase de l'Institut impérial historique-philologique; pour 4 mois à partir du 1^{er} juin 1873, au conseiller privé Szezewski, professeur ordinaire à l'université impériale de S^T-Petersbourg; pour un an et trois mois et demi, au conseiller d'Etat Bogdanow, professeur ordinaire à l'université impériale de Moscou. (Ordre du jour imp. du 16 mai.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. Exc. le ministre de la justice est parti pour Moscou mercredi passé, 23 mai.

La commission russe pour l'exposition universelle de Vienne annonce que la réception et l'envoi des objets destinés à l'exposition ont cessé.

(Messager officiel.)

UNE QUESTION NÉGLIGÉE

par R. M. MARKÉVITCH

(d'après le Messager Russe.)

Traduit du russe par DURAND et GRÉVILLE

Suite (1).

SECONDE PARTIE.

XL.

Le lendemain matin, nous avions à peine eu le temps de nous habiller, M. Créty et moi, quand on vint nous dire que maman nous attendait en bas pour prendre le thé. Maman était levée de très-bonne heure, et elle était prête depuis longtemps quand nous entrâmes chez elle.

Elle avait causé, la veille au soir, avec Anne Vassilievna et son mari; et elle les avait complètement décidés à nous laisser partir dès ce jour-là.

Ma mère était très-contente: Anne Vassilievna lui avait elle-même avoué qu'à sa place elle n'aurait pas agi autrement. — Vos enfants ne pourraient rien apprendre de bon dans cette maison, avait-elle fini par dire à son amie.

— Cours dire à Maximitch, me dit-elle, qu'il se dépêche de rassembler vos effets.

Un premier moment, mon cœur se serra d'angoisse; mais je me rappelai ma conversation de la veille avec Vassia. « Je ne lui suis pas nécessaire, je le gène », pensai-je avec amertume.

J'allai trouver Maximitch. En apprenant la décision prise par ma mère, il fit un signe de croix.

— Cela veut dire qu'on vous écarte du péché et de la tentation, me dit-il en nasillant. Hier, elle vous donnait le bras, cette dame; elle s'appuyait sur vous, comme si elle ne pouvait pas marcher toute seule.

— Assez, Maximitch! m'écriai-je en rougissant.

Mais il ne s'arrêta pas pour si peu.

(1) Voir notre n° 127.

— La Voix publie le compte-rendu suivant de l'emploi des recettes des conférences publiques faites pendant le grand carême à l'Hôtel-de-Ville par les professeurs de l'université de S^T-Petersbourg, MM. Beketov, Gradovsky et Müller:

Au vu des billets d'entrée pour une somme de 1,529 r. 90 c. En outre il y a eu des dons volontaires pour une somme de 100 r. de sorte que toute la recette monte à 1,629 r. 90 c. Les dépenses se décomposent comme suit: éclairage et sièges 60 r.; concierges et vestiaire 35 r.; rémunération aux vendeurs de billets 16 r.; impression des affiches 54 r. 50 c.; impression de billets et de programmes 25 r.; annonces dans les journaux 24 r. 40 c. Total 214 r. 90 c. Revenu net 1,415 r.

Cette dernière somme a été mise à la disposition du comité des dîners annuels des anciens étudiants de l'université de S^T-Petersbourg. Le comité a cru de son devoir de se diriger, pour la répartition de la somme qui lui a été remise, d'après les indications des professeurs qui ont pris part aux conférences. Avec leur concours et avec l'autorisation de M. le recteur de l'université, la recette des conférences a été répartie comme suit: Une somme de 25 r. a été versée pour les inscriptions semestrielles de dix étudiants qui devaient être rayés des listes par suite d'impossibilité de payer la rétribution universitaire; pour six autres étudiants qui se trouvaient dans le même cas on a payé la moitié de la rétribution (12 r. 50 c.); l'administration de l'université ayant consenti à leur faire remise de la seconde moitié. 71 étudiants ont reçu des secours variant entre 25 et 10 r. Ces derniers secours avaient pour but de donner quelques ressources aux étudiants pauvres pour l'époque des examens, et de les affranchir de la nécessité d'interrompre leurs études pour chercher des moyens d'existence. On avait choisi à cet effet des jeunes gens sans ressources, mais qui cependant n'avaient pas obtenu de bourses à l'université.

— On écrit de Voronège, au même journal: « Au commencement du printemps tous les journaux mentionnaient d'immenses achats de chevaux faits dans notre province pour le compte de l'armée française. On parlait de 15,000 chevaux. Ce chiffre suffisait à lui seul à prouver l'énormité du fait. Notre province, ainsi que celle de Tambow, notre voisine, sont en effet célèbres par leur production chevaline; nos chevaux sont recherchés non-seulement en Russie, mais encore en Europe, surtout nos trotteurs pur sang, mais néanmoins les deux provinces prises ensemble ne pourraient jamais fournir à l'exportation un nombre de chevaux aussi considérable. Les bruits qui ont couru se fondaient sur un fait réel, mais démesurément exagéré.

« Vers la fin de l'hiver on vit arriver à Voronège et à Tambow des acheteurs de chevaux demandant surtout des bêtes de belle encolure et de grande vigueur, sans trop chicaner sur l'âge et la nuance de la robe. Les prix haussèrent immédiatement, mais les acheteurs s'excusaient assez volontiers et tous les marchés furent conclus dans l'espace d'un seul mois. On a vendu de cette manière 489 chevaux. Les achats se faisaient en effet pour la France, mais on n'est pas fixé sur la question de savoir si les acheteurs traitaient pour l'armée ou s'ils étaient tout simplement des marchands de chevaux ordinaires.

« Telle est la vérité sur ces achats, qui avaient fait dans le temps beaucoup de bruit même dans la presse étrangère.

— On mande de Bakou au Caucase que l'idée de publier un journal en langue tartare pour la population musulmane de cette ville sera bientôt mise à exécution. Le nouveau

journal portera le titre d'*Akintchi* (Le laboureur) et sera publié en idiome azerbeïdjan. Il paraîtra deux fois par semaine et se composera de trois parties, économie agricole, science et miscellanées. La publication de l'*Akintchi* commencera à partir du mois de septembre de l'année courante.

— La Gazette (russe) de l'Académie déclare aujourd'hui dénué de tout fondement le bruit relatif à une nouvelle agitation des ouvriers de la manufacture de Kränholm, dont elle s'était faite l'écho hier.

— Des nouvelles de Zlatoust publiées par la Bourse annoncent que deux barques chargées l'une d'armes blanches et l'autre d'acier en barres ont sombré à la hauteur de cette ville. 50 caisses d'armes ont pu être sauvées du désastre.

— On écrit d'Ostrow à la Voix que mercredi passé 23 mai, un feu a pris au wagon de bagages du train courrier de la ligne de S^T-Petersbourg-Vorsov. Cet accident, est arrivé à la hauteur du 362^e poteau versé, entre les stations de Poudery et de Korskova. Le wagon a été détruit, contenant et contenu à l'exception de 15 colis. Le train a dû s'arrêter à Korskova pendant 3 heures 15 minutes.

— Le *Caucase* dit que dans la bourgade de Tsarskii-Koloditsi est morte récemment une femme âgée de plus de 120 ans.

On nous adresse de Carlsbad une lettre, fort bien écrite, en réponse au feuilleton publié dans notre n° 128 éconisant au théâtre russe. A notre regret, l'auteur de cette lettre n'a pas cru devoir la signer et de notre côté nous ne pouvons la publier sans connaître l'auteur. C'est une règle générale dont nous ne pouvons nous départir et qui est tempérée d'ailleurs pour nos correspondants par le secret absolu que nous gardons chaque fois qu'il nous est demandé. Peut-être ces quelques lignes décideront-elles l'auteur de la lettre en question à se conformer à la règle dont nous venons de parler et dont il n'aura pas de peine à comprendre l'opportunité.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Après s'être beaucoup occupés de l'influence que le dernier changement de gouvernement pourrait exercer sur la politique intérieure et extérieure de la France, les journaux anglais s'efforcent maintenant de deviner quelle sera la ligne de conduite que le nouveau cabinet suivra dans le domaine des intérêts économiques. Renoncera-t-il, se demande la presse britannique, au système protectionniste pour rentrer dans les voies libre-échangistes ouvertes par le traité de 1860? Le *Standard* croit pouvoir répondre affirmativement à cette question: le moins son correspondant parisien lui donne pour certain que dans peu de temps la législation commerciale soutenue par M. Thiers sera rapportée, que l'on reviendra sous ce rapport au régime du second empire et que la surtaxe de pavillon est surtout destinée à disparaître. La feuille anglaise dit savoir en outre que le gouvernement français aurait même l'intention de sacrifier l'impôt sur les matières premières, au risque de se priver des deux cents millions d'excédant prévus dans le budget et de les remplacer par un déficit estimé à 130 millions.

Le *Daily News* croit aussi de son côté à cette révolution économique, qui est tout à fait conforme, dit-il, aux opinions de M. Magne et de plusieurs de ses collègues, mais il ne se rend pas bien compte des

moens que le ministre des finances pourrait employer pour équilibrer les recettes et les dépenses. A son avis la meilleure voie que l'Assemblée Nationale pourrait choisir pour sortir de cette situation difficile, serait de puiser dans son patriotisme le courage de voter une augmentation de l'impôt foncier.

La *Strassburger Zeitung* publie un décret impérial que les contribuables de l'Alsace-Lorraine ont dû accueillir avec satisfaction. En vertu de ce décret, daté du 21 mai, sont et demeurent supprimés dans le *Reichsland* à partir du 1^{er} juillet, prochain les impôts et taxes que voici: le dixième et le demi-dixième additionnels prélevés par l'administration de l'enregistrement, les taxes pour l'assèchement des fonctionnaires publics, le timbre des factures, des mandats de poste et des récépissés de ces mandats, la taxe des voitures publiques, la taxe sur les billets de chemin de fer et sur les transports de grande vitesse, le monopole de la fabrication et de la vente de la poudre et du salpêtre, la taxe des cartes à jouer et les restrictions à leur fabrication, les frais de poinçonnage des articles en or et en argent et enfin les taxes pour frais de consulat et de chancellerie.

Le montant des taxes payées par les fonctionnaires publics à leur assermentation, depuis que l'administration allemande est en vigueur dans l'Alsace-Lorraine, leur sera restitué.

La *Strassburger Zeitung* publie en outre le nouveau tarif de l'impôt sur les spiritueux, qui est assimilé au tarif normal du Zollverein et qui ne s'élève qu'à 1^{er} juillet le prix de l'eau de vie, mais encore mettra un terme à la contrebande.

Enfin, la feuille officielle de Strasbourg annonce que l'année prochaine l'Alsace pourra communiquer avec le grand-duché de Bade par douze ponts permanents sur le Rhin, au lieu des trois qui existaient jusqu'ici entre Bâle et Lauterbourg.

Le camp des vieux-catholiques allemands contient lui aussi, paraît-il, une droite et une gauche, c'est-à-dire des temporisateurs et des hommes d'initiative. Le *Deutsche Merkur*, qui était considéré comme l'organe général des catholiques libéraux, ne semble être que celui de la droite, car il croyait encore ces derniers jours que la conférence de Cologne du 4 juin n'aboutirait pas à l'élection du premier évêque vieux-catholique, — ce qui n'a pas empêché la nomination du professeur Reinkens à ce poste tout nouveau, comme le télégraphe nous l'a annoncé.

De plus, le *Merkur* doutait aussi de l'acceptation du projet de constitution de l'Eglise des vieux-catholiques élaboré par le professeur Schulte et que nous avons longuement analysé. Il croyait que la conférence délibérerait sur un autre projet, consacrant, il est vrai, d'une manière moins radicale la rupture complète avec Rome, mais n'en stipulant pas moins, tout comme l'autre projet, la condition préalable de l'entente avec l'Etat et du serment

prêté par l'évêque de respecter les Constitutions et législations en vigueur.

Nous ignorons encore si les prévisions du *Deutsche Merkur* étaient plus fondées sous ce rapport qu'à l'égard de l'élection d'un évêque.

Faisons observer à ce propos que l'évêque des vieux-catholiques portera le titre de *Missions-Bischof* (évêque-missionnaire), parce qu'il n'y aura point de siège épiscopal fixe.

Si la nouvelle se confirme que M. Reinkens accepte son élection, il sera consacré par M^{re} Loos, archevêque (janséniste) d'Utrecht.

En fait de nouvelles d'Espagne, nous mentionnerons, sans la garantir cependant, une assertion du *Mémorial diplomatique*, au dire de laquelle les comités carlistes de Londres et de Paris agiraient désormais en parfait accord par suite de la réconciliation survenue entre le général Cabrera et le général Elliot, qui vivaient, comme on sait, dans la plus grande méintelligence. Ce désaccord ayant disparu, ajoute le *Mémorial*, les banquiers anglais se seraient décidés à mettre cent mille livres sterling à la disposition de don Carlos. La somme est minime, conclut la feuille hebdomadaire de Paris, mais on croit qu'elle ne tarderait pas à être suivie d'autres souscriptions des partisans de la cause carliste dans divers pays.

Les renseignements que la *Correspondance universelle* reçoit sur la situation du Portugal représentent ce pays comme jouissant d'une tranquillité continue, qui contraste singulièrement avec le désordre qui règne en Espagne. L'état des finances du Portugal serait très bon, le déficit ne s'élèverait plus qu'à 700 contos de reis (1) chiffre qui pourra augmenter quelque peu à la suite de l'appel de la réserve et des dépenses qui en résulteront. La *Correspondance* constate enfin que le Portugal a eu fort peu à souffrir de ce qui se passe en Espagne et qu'il n'y a pas de fondement dans tout ce que disent les journaux espagnols et français relativement aux soi-disant tendances républicaines qui se manifesteraient chez les Portugais.

La question de la vice-royauté à Christiania, — dit la *Correspondance scandi-nave*, — qui a produit déjà tant de tiraillements entre la Suède et la Norvège, a été remise sur le tapis dans le *Storthing*, qui a résolu presque sans discussion, à une majorité de 74 voix contre 36, que cette dignité serait désormais supprimée. Le *Storthing* avait déjà adopté deux fois un pareil projet, en 1854 et en 1859, la dernière fois par toutes les voix contre deux, mais le roi avait refusé de donner sa sanction. Maintenant on espère à Christiania que le roi accueillera favorablement le vote du *Storthing*, et un député, M. Selboe, qui était membre de la députation envoyée à Stockholm à l'occasion du couronnement, s'est prononcé dans ce sens, en déclarant que dans ses entretiens avec les

(1) Le conto vaut dix milreis et le milreis un peu plus de six francs.

adieux; nous partons aujourd'hui, répondis-je tristement.

Il me regarda, et fronça le sourcil comme cela lui arrivait toutes les fois qu'il se sentait ému.

— Aujourd'hui? me demanda-t-il.

— Tout à l'heure, après le déjeuner.

— Vous n'allez pas voir comment va le malade? dit-il à Kikine. — M. Kaschévarev est allé au village.

Kikine remua sa tête ébouriffée, d'un air qui voulait dire: à quoi bon maintenant?

— Allons, ne fût-ce que pour la forme; c'est pour cela que vous êtes venu, lui dit le commandeur un peu brusquement en l'invitant à passer dans la chambre du malade: et lui-même le suivit.

Quelques instants après, Vassia vint à moi. — Boris, tu pars? s'écria-t-il en me tendant les deux mains.

Je le saisis, je me penchai vers lui, et je l'embrassai fortement sur la joue. Les taches fatales avaient disparu, une pâleur de cire couvrait tout son visage. Mais ses yeux me frappaient: l'éclat fébrile dont ils brillaient si étrangement la veille, s'était complètement éteint. Ils avaient l'air de s'être ternis; ils regardaient vaguement et fixement devant eux comme ceux d'un aveugle.

— Comment te trouves-tu? lui demandai-je.

— Pas mal, répondit-il d'un air tout-à-fait tranquille et même avec un faible sourire.

— As-tu dormi, au moins, ne fût-ce qu'un instant?

— Oui, je crois... qu'importe!...

— Comment, qu'importe? Mais tu tombes malade, sérieusement malade, si tu ne dors pas.

Il sourit encore légèrement.

— Ecoute, Boris, dit-il en s'approchant de son bureau, — tu pars... Emporte ceci comme souvenir.

J'aperçus sur le bureau un gros volume relié en basane, qui m'était bien connu, — l'édition compacte de « notre ami ».

— Ton Schiller, Vassia? Mais tu n'en as qu'un!

— Je n'en ai pas besoin, dit-il; — et ses

dépôt suédois il avait acquis la conviction que les sentiments de la Suède s'étaient modifiés dans cette question. Aussi l'*Aftonblad* de Stockholm donne-t-il instantanément au gouvernement le conseil de consentir à ce changement à la Constitution norvégienne, adopté pour la troisième fois.

L'abolition de la dignité de la vice-royauté entraînerait le reste avec elle plusieurs changements; entre autres il aurait été résolu d'établir une nouvelle charge de ministre d'Etat norvégien, de sorte que la Norvège aurait désormais deux ministres d'Etat.

DÉPÊCHES TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Paris, jeudi 5 juin, au soir.

Le prince Napoléon vient d'arriver à Paris.

Le maréchal Canrobert a donné sa démission de président du conseil supérieur de l'armée.

Autre dépêche.

Versailles, jeudi 5 juin, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. de Jaubert a retiré sa proposition tendant à réprimer les attaques contre l'Assemblée, comme étant désormais inutile, vu le caractère résolument conservateur du ministère actuel.

Autre dépêche.

Carlsbad, vendredi 6 juin.

S. A. R. le prince Adalbert de Prusse est mort subitement aujourd'hui, d'une paralysie des pommuns. (Le prince Adalbert était né le 29 octobre 1811.)

Autre dépêche.

Hombourg, vendredi 6 juin.

La princesse de Liegnitz, veuve de feu le roi Frédéric-Guillaume III, est morte hier.

(La princesse défunte, née le 30 août 1800, avait été mariéemorganatiquement au roi Frédéric-Guillaume III en 1824 et était veuve depuis 1840.)

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

S. M. l'impératrice Augusta est arrivée à Berlin le 3 juin, venant de Bade.

— S. A. I. la princesse Victoria est aussi revenue à Berlin le 3 juin, de retour de l'excursion qu'elle avait faite à Darmstadt à l'occasion du malheur qui a frappé son auguste sœur, M^{re} la princesse Louise de Hesse, née, comme on sait, princesse Alice de la Grande-Bretagne.

— Les journaux de Berlin contiennent naturellement de longs articles sur le séjour de S. M. le shah de Perse dans cette capitale, articles dans lesquels nous ne trouvons néanmoins aucun détail digne d'une mention spéciale: dîners, soirées, ballet, revues, courses de chevaux, exercices des pompiers, visites au jardin zoologique, à l'aquarium, etc., tel est le programme des distractions que la capitale de l'Allemagne offre à Sa Majesté Persane.

yeux ternes, immobiles, semblèrent ajouter: je n'ai plus besoin de rien maintenant.

Je pris le livre, et toutes les heures de bonheur que nous avions passées à le lire se revirent tout-à-coup dans ma mémoire.

— Oh! Vassia, lui dis-je à travers mes larmes, — nos soirées reviennent-elles jamais? Il leva sur moi des yeux étranges et me dit d'une voix plus étrange encore, après avoir fait de la tête plusieurs signes affirmatifs:

— Pas ici seulement.

— Grand Dieu! m'écriai-je tout bouleversé en m'élançant vers lui, est-il possible que nous ne nous revoyions jamais?

Il semblait ne pas m'entendre, et continuait à me regarder avec ses yeux fixes qui me faisaient mal.

— Tu n'as aimé, toi, me dit-il tout à coup, comme s'il eût répondu à une de ses propres pensées.

— Je t'aime et je t'aimerais tant que je serais vivant! m'écriai-je avec un nouveau transport de tendresse, en l'embrassant de nouveau. Dis un seul mot, Vassia, et je prierais, je supplierais maman à genoux de me laisser encore à Bogdanovsk, avec toi.

Il se détournait de moi brusquement, étouffa un accès de toux, et me dit avec impatience, presque avec colère:

— Cela ne doit pas être, je ne veux pas, qu'as-tu à faire avec moi?

Il se précipita vers la chambre de son père, et ferma la porte derrière lui.

Je m'enfuis par le corridor en versant des larmes amères.

Jeux heures plus tard, nous roulions en voiture sur la route de K. Je quittais Bogdanovsk avec un sentiment d'angoisse et d'amertume, et je gardai pendant tout le voyage un silence farouche. Ma mère, au contraire, avait l'air heureux, comme si elle nous eût retirés d'un incendie. Crété, joyeux et gai, lui aussi, la faisait rire avec mille récits et mille saillies.

Ses éternelles plaisanteries, jointes au tapage que faisait Léon, me rendaient encore plus triste.

(A continuer.)

— Les feuilles provinciales annoncent, au dire de la *National-Zeitung*, que le projet d'une session d'automne du Parlement de l'Empire doit être considéré comme abandonné, et qu'on doute dès aujourd'hui qu'il devienne possible de terminer la discussion du projet de loi militaire dans la session actuelle.

— Le général de Werder, agent militaire d'Allemagne à St-Petersbourg, est arrivé à Berlin pour quelques jours. (*Kreuz-Zeitung*.)

— Le comité permanent du congrès des socialistes d'Allemagne (*Katheder-Sozialisten*) a tenu samedi dernier à Berlin une séance à laquelle ont assisté, outre le président, M. le professeur Geisler, le professeur Brentano, le docteur Eckardt, le docteur Engel, le libraire Geibel, le professeur Held, le docteur Max Hirsch, les professeurs de Holtzendorf, Knapp, Meitzen, Ranisch, de Roggenbach, Tiedemann et Wagner. Après une discussion prolongée le comité a voté une sorte de profession de foi d'où il résulte que le comité reconnaît dans le mouvement socialiste présente une tendance au développement et à la réforme de la classe industrielle, que ce mouvement signale le danger de la lutte entre le capital et le travail, danger qui impose au gouvernement et à la société des problèmes demandant d'urgence une solution.

Il devient donc nécessaire, en premier lieu, suivant l'avis du comité, de déterminer les rapports des ouvriers avec les patrons et les besoins de l'instruction, de soutenir son développement et de concourir à une entente des parties en litige.

Les autres questions sociales et économiques actuelles, telles que : hygiène, éducation, trafic, système d'impôt et sociétés par actions, doivent également être prises en considération.

Le comité est d'avis qu'il y aurait lieu d'en appeler à une intervention de l'Etat, afin de protéger les intérêts légitimes de toutes les parties, — cette intervention étant, non pas un mal inévitable, mais bien l'exécution de l'une des plus hautes missions de l'époque et de la nation. La solution sérieuse de ces problèmes remplacera l'égoïsme des intérêts particuliers par des conditions d'un ordre plus élevé et plus durable.

Le comité croit enfin qu'un échange régulier d'idées entre les patrons et les ouvriers, les hommes de la théorie et ceux de la pratique, apporterait un concours puissant à l'entente et à la conciliation des parties. Il invite donc tous les partisans et membres précédents du congrès, de même que les fonctionnaires publics, à se réunir le 12 octobre prochain à Eisenach pour entrer dans l'association qui y sera constituée.

L'ordre du jour de l'assemblée du 12 octobre porte les questions suivantes : 1° Institution d'une enquête sur la législation concernant les fabriques (rapporteurs MM. Schmolzer et Wolf) ; 2° Révision de la législation sur les sociétés par actions (rapporteurs MM. Wagner, Gierke et Tiedemann) ; 3° Discussion sur les tribunaux d'arbitrage et offices de conciliation (rapporteurs MM. Hirsch et Brentano) ; 4° Question de l'impôt (rapporteur M. Held).

— La *Norddeutsche Zeitung* annonce que les travaux de construction d'un canal reliant le Mein au Rhin, depuis Francfort, le long de la rive gauche du Mein, seront prochainement commencés. Dans une récente conférence de délégués des Etats intéressés, il a été constaté qu'aucune difficulté n'est élevée ni contre le projet en principe ni contre les plans dressés par les Etats.

— La *National-Zeitung* signale que le nombre des habitants de Berlin possédant un revenu de plus de 240,000 th. s'accroît rapidement. A la répartition des impôts municipaux pour l'année 1873, six personnes ont été taxées pour un revenu de 240,000 th. (dont l'impôt forme 4,800 th.) 2 personnes d'un revenu de 300,000 th. (dont l'impôt s'élève à 6,000 th.). Ces huit personnes paient ensemble 40,800 th. d'impôt municipal sur le revenu pour l'année 1873. c'est-à-dire autant que 10,200 personnes de la dernière classe des contribuables.

PRUSSE. — Le *Staatsanzeiger* publie la nomination, déjà annoncée, de M. de Nordenflycht comme président supérieur de la province de Silésie.

— L'évêque d'Ermland a reçu du saint-père une lettre de remerciements et de félicitations « pour la constance et la fermeté avec lesquelles il combat le bon combat. » Le pape lui a envoyé en même temps un anneau pastoral enrichi de pierres précieuses, en disant à ce propos dans sa lettre, datée du 15 mai, que c'est le second anneau qu'il envoie à M. Krémuntz, « parce que le premier est tombé en Italie entre les mains des voleurs. » Pie IX conclut en recommandant l'évêque d'Ermland à la protection de « celle qui de son pied virginal a écrasé la tête du serpent. »

— Gumbinnen, 3 juin. — Des bureaux sanitaires ont été ouverts à Schultz et à Granddenz et une quarantaine de cinq jours a été établie à Schillno (district de Marienwerder), à la suite de l'invasion du choléra asiatique, qui a été apporté à Schultz (district de Bromberg) et à Schillno par des conducteurs de radeaux polonais.

— La *Germania* du 4 juin publie un télégramme que lui adresse M. Böckler, fermier à Treuen, et par lequel il annonce que le cadavre de sa fille Anna Böckler vient d'être découvert sous le plancher de la grange. La dépêche ajoute que l'on soupçonne un crime.

SAXE. — Le comte et la comtesse de Flandern ont quitté Dresde le 30 mai pour retourner à Bruxelles.

— La gare de Leipzig a élevé le taux de son escompte à 6 1/2 0/0 pour les effets de commerce et à 7 1/2 0/0 pour les avances sur marchandises.

ALSACE-LORRAINE. — Le *Reichsanzeiger* publie le budget de l'Alsace-Lorraine pour l'exercice de 1873. Ce budget se solde par la somme égale de 42,633,990 francs aux recettes et aux dépenses.

Autriche-Hongrie.

Les journaux de Vienne n'ont point paru le 2 juin, lundi de la Pentecôte, de sorte qu'aujourd'hui encore nous sommes malheureusement sans nouvelles de cette capitale.

— D'après une dépêche que publient les journaux prussiens, l'assemblée générale des créanciers de la maison Weiskersheim & Co, de Vienne, dont le télégraphe nous a annoncé qu'elle avait suspendu ses paiements, — a eu lieu le 3 juin. Le chef de la maison a déposé son bilan, qui accuse un passif de 6 millions de florins et un actif de 3 millions seulement, mais consistant en valeurs facilement réalisables.

La dépêche, — qui résume des informations de la *Neue freie Presse*, — ajoute que la cause de la débâcle de cette grande maison de banque est, outre la crise de la Bourse de Vienne, une perte sèche de 5 millions que la maison Weiskersheim a faite dans la construction du chemin de fer de Gratz-Raab.

Des maisons de Londres et de Hambourg sont compromises dans cette faillite, les pre-

mières pour 3 millions de florins, les secondes pour 2 1/2 millions.

M. Weiskersheim a proposé aux créanciers un versement comptant de 50 0/0.

La maison n'était pas engagée à la Bourse de Vienne, de sorte que la suspension de ses paiements n'a pas impressionné la Bourse.

La dépêche que nous citons ne dit pas si à la suite de l'assemblée générale des créanciers la faillite a été ou non formellement déclarée.

France.

Nous continuons à reproduire les extraits du rapport de M. de Rainville (1). L'ARMISTICE AU POINT DE VUE DE L'ARMÉE DE L'EST.

Il ne nous appartient pas dans ce rapport de raconter les opérations et les désastres de l'armée de l'Est ; mais nous avons dû étudier avec un soin scrupuleux la clause spéciale dont elle fut l'objet ainsi que les résultats de l'exception qui la concernait.

Une armée française de 80 à 100,000 hommes s'est trouvée perdue ; est-ce par la force impérieuse et inéluctable des circonstances ? est-ce par la faute de M. J. Favre ? est-ce par le fait d'une habileté de la part des négociateurs prussiens ?

Sur ce sujet, la question des dates est des plus importantes : nous allons les fixer, puis nous établirons quelle était la situation militaire.

C'est le 26 janvier que le général Bourbaki s'était livré au désespoir et avait tenté de se tuer. Frappé de l'insuccès qu'il avait éprouvé à Héricourt, du manque des vivres dont il avait affirmé l'existence dans les magasins de Besançon, de la difficulté enfin qu'il éprouvait à se faire obéir dans les mouvements de troupes qu'il commandait à ses chefs de corps d'armée (voir la déposition du général Borel), lui, le glorieux héros de toutes nos dernières guerres, il avait douté de lui-même, et ce jour-là, de sa personne, il s'était mis hors de combat, afin que, du moins, la vieille gloire de son nom pût échapper au triomphe de l'ennemi.

Il est de fait cependant que le général Bourbaki n'avait pas entendu abandonner son armée sans direction, car, lorsqu'il cessa de commander, tous ses ordres étaient donnés et le mouvement de retraite sur Pontarlier était commencé. Il n'y avait qu'à le poursuivre pour que l'armée arrivât saine et sauve sous les murs de Lyon.

Dans la soirée du 26, d'après le rapport officiel de 140,000 Prussiens enveloppèrent Besançon, au Nord, à l'Est et à l'Ouest. L'armée française à l'effectif de 100,000 hommes était concentrée dans la place et sur la route de Pontarlier.

Il y avait trois partis à prendre : 1° Rester sous les murs de Besançon. — Les vivres manquaient ; si la guerre avait duré, on aurait perdu la ville avec l'armée, la famine aurait obligé à la reddition dans un très-bréf délai ; il fallait au moins sauver la ville, qui est une des plus grandes places militaires de la France.

2° Forcer les lignes prussiennes par Auxonne et Verdun, afin de descendre à Lyon par la vallée de la Saône. Il était probable qu'une partie de l'armée viendrait à bout de forcer le passage ; mais dans l'état déplorable où étaient les troupes, combien de soldats seraient restés en arrière !

3° On pouvait enfin se diriger sur Pontarlier, le chemin était libre. L'intendant général Friant affirmait qu'on y trouverait des approvisionnements considérables qui pourraient alors renouveler par les chemins de fer de la Suisse. Là, on avait encore à choisir entre les deux partis ; ou se concentrer à Pontarlier, attendre dans les fortes positions que présentent la ville et les alentours. La position était presque inexpugnable. Si l'on préférait suivre un autre plan, continuer au Sud pour rentrer en pleine France, il y avait deux routes tracées au fond des vallées parallèles du Jura, l'une praticable aux voitures, par Mouthe, Foncine, Saint-Laurent ; l'autre bonne seulement pour l'infanterie et pour la cavalerie par Mouthe, la Chapelle-aux-Bois, aboutissant toutes deux à Saint-Claude ou Morez et Gex.

Le 27 au soir, le général Clinchant prenait le commandement en chef avec mission de « ramener l'armée ». Le 28, le mouvement de retraite s'effectuait sur Pontarlier.

Le 29, le général en chef transporta son quartier général à Pontarlier. Malheureusement il y trouva la même déception que le général Bourbaki avait rencontrée à Besançon. « Les approvisionnements promis n'existaient pas et les mesures prises pour faire arriver des vivres par la Suisse ne garantissaient pas d'une manière suffisante le ravitaillement de l'armée. » Impossible, par conséquent, de s'arrêter à Pontarlier et d'y attendre l'ennemi à l'abri des fortes positions que présente cette place.

Dans l'après-midi, vers quatre ou cinq heures, le général Clinchant, après avoir envoyé constater que les deux routes sur lesquelles il comptait lui appartenir encore et se purifieraient libres, lance ses ordres pour battre en retraite.

Dans la journée du 29 se place un incident dont les conséquences furent particulièrement funestes. Cette malheureuse armée commença à subir les effets de la situation que lui faisait l'armistice. Les Prussiens avaient ouvert l'attaque contre le village de Châlois, où était établi un poste très important. Trois bataillons de la division Thornton, solidement établis dans les maisons, tenaient l'ennemi en respect depuis deux heures pour une fusillade bien nourrie, lorsqu'un officier d'état-major envoyé par le général apporta la nouvelle d'un armistice, confirmé d'une façon absolue par une dépêche de M. Gambetta. On fait cesser le feu ; on envoie un parlementaire. « L'ennemi, de son côté, fit avancer un officier escorté « d'un peloton ; mais pendant qu'on échangeait « des pourparlers, l'infanterie prussienne que « notre feu n'arrêtait plus pénétra dans le vil- « lage sans opposition, et profitant ainsi de la « surprise causée dans nos rangs par l'ordre « de cesser le feu et de l'expérience des offi- « ciers de mobile qui ne surent pas la mainte- « nir à distance, désarma les hommes et les « constitua prisonniers. » Les Prussiens com- « prirent si bien le reproche qu'on pouvait faire « à leur loyauté, qu'ils renvoyèrent les prison- « niers le lendemain et plus tard les fusils ; mais « ils ne possédèrent pas plus loin le scrupule ; ils « gardèrent le village et les positions.

D'autre part, pour un moment, les Prussiens s'étaient emparés de Foncine-le-Bas et avaient coupé la route de Saint-Laurent, mais les mobiles du Rhône les avaient très vite délogés, et si vigoureusement qu'ils se retirèrent à plusieurs kilomètres en arrière vers Champagnolle, ainsi qu'il fut constaté par un parlementaire envoyé à leur suite. Ce jour-là « nous étions donc encore une fois maîtres de la route de Saint-Laurent. »

La journée du 30 se passe dans l'inaction. De Bordeaux, on télégraphiait que la prétention du général de Manteuffel était une violation formelle de la convention signée à Versailles et le général Clinchant échangeait une

série de communications avec le quartier-général prussien. « La croyance formelle où j'étais, dit le général Clinchant, dans la réalité de l'armistice avait suspendu notre mouvement. Sans cette croyance j'aurais certainement pu accélérer la retraite de mon infanterie par la Chapelle-aux-Bois ou par Foncine, suivant les circonstances, de manière à la rendre à peu près assurée. »

Le général de Manteuffel, lui, n'hésitait pas. Il montrait la foi la plus absolue dans ses propres informations et dans le télégramme de M. de Moltke. Dès le soir du 29 il avait lancé à ses soldats la proclamation suivante :

« Soldats de l'armée du Sud !
« Paris a capitulé ! Un armistice est conclu « entre la garnison de la ville et les première « et deuxième armées. Seule, celle du Sud « doit continuer ses opérations jusqu'à ce « qu'elle ait obtenu un succès définitif. En « avant ! »

Il ne voulait s'arrêter que lorsqu'il aurait fait notre armée prisonnière. Il n'admettait pas l'incertitude et profitait de nos perplexités.

Le 31, au matin, Foncine-le-Bas se trouvait occupé par les Prussiens. La veille le général Comagny avait sous la main des forces très-suffisantes pour s'y rétablir solidement un moment après la prise, mais il avait arrêté ses troupes et suspendu son attaque dans l'incertitude où il était au sujet de l'armistice ; les troupes ennemies s'étaient renforcées et il était déjà trop tard pour reprendre ce poste si important. La route de Saint-Laurent se trouvait ainsi coupée ; la route de la Chapelle-aux-Bois nous restait donc seule.

Vers trois heures après midi arrivèrent presque en même temps le dernier refus du général de Manteuffel de traiter d'une suspension d'armes, et une dépêche de Bordeaux annonçant enfin la vérité entière quant à l'armistice.

Dans la journée, le général Clinchant, prévoyant les nouvelles qui pouvaient advenir, avait pris toutes ses dispositions pour faire filer en Suisse ses bagages et son artillerie avec les écolés et les malades, sous la protection du fort de Joux. Quant à toutes ses troupes actives, infanterie et cavalerie, il comptait les sauver en les faisant passer par la route de la Chapelle-aux-Bois.

A huit heures du soir, le conseil de guerre fut convoqué afin d'ordonner les dernières mesures pour le départ. Mais, tandis que les généraux étaient réunis, on apprit que les défilés de Vaux venaient d'être forcés, que l'armée se trouvait menacée d'être tournée, car l'ennemi, se répandant en masses, occupait les Granges et coupait ainsi la route de Mouthe.

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, la route de la Chapelle-aux-Bois restait encore libre pour les troupes qui se trouvaient entre Foncine-le-Haut et Chaux-Neuve. Si Chaffois et les alentours de Pontarlier avaient été défendus comme ils le devaient l'être sans la fausse nouvelle de l'armistice, si le mouvement général de retraite ordonné par le général Clinchant n'avait pas été interrompu, les Prussiens, dont le mouvement tournant ne s'exécuta que dans la matinée du 1^{er} février, seraient arrivés trop tard, et les 80,000 hommes de l'armée de l'Est avec leurs armes et leurs chevaux auraient pu s'échapper. La preuve, c'est que la division du général Longueur et une partie de la cavalerie du 20^e corps qui se trouvaient lancées en avant sur cette route sont parties par là. Certainement, les forces prussiennes se seraient précipitées à la suite des mêmes efforts pour empêcher son entrée en Suisse, et nos troupes, quelque fatiguées et démoralisées qu'elles pussent être, n'ont-elles pas soutenu vaillamment et victorieusement le combat de la Cluse pour défendre leur retraite et pour ne pas tomber vivants dans les mains de l'ennemi ?

Pendant que notre malheureuse armée passait sur le territoire suisse, Garibaldi, pris de remords sans doute de n'avoir rien fait pour détourner l'ennemi dans sa poursuite acharnée, envoyait au général Clinchant ce télégramme que celui-ci cite à la fin de son rapport : « Je « me propose, écrivait le général italien, de « faire une démonstration sur les derrières de « l'ennemi. Tenez-moi informé. » Une diversion du côté de la Bourgogne eût été sans doute fort utile quelques jours plus tôt ; à cette heure il était trop tard pour en parler. L'armée de Bourbaki et de Clinchant était irrémédiablement perdue.

Ces 80,000 hommes, avec leurs fusils, remis et ravitaillés sous les murs de Lyon, eussent été d'un poids considérable dans la balance au moment où on allait négocier les conditions de la paix. L'erreur dont ils ont été les victimes a donc entraîné des conséquences incalculables. Le général Clinchant a écrit dans son rapport :

« Malgré l'état misérable où se trouvait l'armée le 27 janvier, et qui résultait bien plus des vices de son organisation et des souffrances qu'elle avait endurées que de la situation fâcheuse où l'avaient mis les mouvements de l'ennemi, je crois que j'aurais pu ramener presque tout entière mon infanterie sans le manque de vivres où je me suis trouvé en arrivant à Pontarlier, et surtout sans la fatale nouvelle de l'armistice qui pendant quarante-huit heures a paralysé nos mouvements, tandis que l'ennemi continuait les siens, et qui a abattu tellement le moral de toutes les troupes que le 31 au soir quelques bataillons à peine étaient capables de soutenir la présence de l'ennemi et encore comptaient-ils à peine le tiers de leur effectif. »

L'appréciation du général Clinchant est d'autant plus importante à considérer qu'il n'avait aucun intérêt personnel à faire valoir comme possible un plan qui n'a pas réussi et qu'il n'a pas exécuté. Il a parlé dans sa sincérité de soldat comme dans son expérience de général.

Cette opinion est appuyée de celle du général Borel, chef de l'état-major général de l'armée de l'Est. « Nous aurions pu, nous a-t-il dit, sinon faire passer la totalité de l'armée, du moins d'abord une portion, et avec celle-ci nous aurions occupé les défilés assez solidement pour permettre à toute l'armée de passer. »

« Si l'armistice avait été complet, nous a-t-il dit le général Bourbaki, on serait resté à Pontarlier, et les troupes françaises n'auraient pas été dans la nécessité de se faire interner en Suisse. S'il avait été connu dans toute sa teneur, on aurait pu faire échapper l'armée en repoussant l'aile droite des Prussiens. »

(A continuer.)

M. Ducrest de Villeneuve, le nouveau préfet de l'Yonne, a adressé à ses administrés, en prenant possession de ses fonctions, la circulaire suivante :

« Habitants de l'Yonne,
« Je viens d'être appelé à l'honneur d'adminis- « trer votre département.

« Vous avez le droit de savoir qui je suis et ce que veut le gouvernement qui m'envoie. Le voici en deux mots :

« Je ne suis point un homme de parti. Mais je poursuis activement deux buts : l'un, réunir tous les hommes d'ordre et de sens pratique sur le terrain de la république conservatrice, la seule forme de gouvernement possible

aujourd'hui ; l'autre faire tête aux mauvaises passions surexcitées par des ambitions peu scrupuleuses, et résister énergiquement à ces hommes qui, bien moins radicaux, cherchent à déraciner tout ce qui a toujours fait et fera toujours la base des sociétés.

« Ordre et liberté — progrès général et sans secousse violente — voilà ma devise.

« Quant à l'administrateur, je ne puis que vous affirmer sa bonne volonté, son entier dévouement à vos intérêts ; mais j'ose espérer qu'un jour j'apporterai de votre département les mêmes sympathies que m'a témoignées le pays que je viens de quitter.

« Auxerre, 30 mai 1873.

« Le préfet de l'Yonne,
« DUCREST DE VILLENEUVE. »

— On lit dans la *Liberté* :

« Bien que les fonds provenant du dernier emprunt de trois millions aient été affectés exclusivement au paiement de l'indemnité de guerre due à l'Allemagne, le précédent gouvernement avait entamé avec la Banque des négociations en vue d'une avance de 200 millions destinée à assurer le paiement régulier et non interrompu des derniers versements à opérer pour arriver à la libération complète du territoire. Ces 200 millions avancés par la Banque — pour un temps relativement très-court — assurait, avec les 800 millions que possédait le trésor, le paiement intégral du dernier milliard.

« M. Magne a trouvé les négociations très-avancées ; il a poursuivi avec autant de célérité que de bonheur la conclusion de cette affaire, aujourd'hui définitivement réalisée.

« Le trésor remettra à la Banque 200 millions de bons du trésor ; la Banque, de son côté, met à la disposition du trésor 200 millions en or.

« L'œuvre de la libération est dès aujourd'hui assurée. »

— On lit dans la *Liberté* :

« Nous apprenons que plusieurs autorisations de journaux vont être accordées. Toutes les nuances de l'opinion seraient comprises dans cette autorisation, sauf la nuance ultra-radical. »

— On lit dans l'*Evénement* :

« Une nouvelle incroyable !

« On vend le 4 juin, boulevard Magenta, 37, les meubles de Frédéric Lemaitre. Le grand comédien est réduit à une détresse complète.

« Ajoutons qu'il n'a trouvé aucun théâtre pour y donner une « représentation de retraite, » qui l'eût sauvé !

« Il doit 300 fr. aux contributions et 3,500 francs à son propriétaire. »

— On ne parlait le 2 juin à Paris que de la mort tragique d'une Espagnole fort connue du Paris qui s'amuse, M^{lle} Pepita Sanchez. Le 1^{er} juin, après avoir dîné en ville, M^{lle} Sanchez était rentrée chez elle, boulevard Haussmann, 164.

Que s'est-il passé entre elle et la personne qui l'accompagnait ? On n'en sait encore rien d'un façon précise, et l'enquête commencée par le commissaire de police du quartier, M. Crépé, nous oblige à la plus grande réserve. On croit cependant qu'il y a eu une violente discussion.

Toujours est-il qu'à minuit et demi, un sergent de ville, passant sous les fenêtres de M^{lle} Sanchez, l'a trouvée étendue sur le bitume du trottoir. Il s'est empressé de la relever. La malheureuse n'a poussé qu'un gros soupir et a rendu l'âme entre ses bras.

Elle n'était pas désignée par la chute. Des petits cailloux et du gravier avaient seuls pénétré dans la chair d'une des tempes fracassées. L'un des bras était cassé.

M^{lle} Sanchez demeurait au premier au-dessus de l'entresol. Elle est tombée de son balcon. Nous disons tombée avec intention, car une des caisses de fleurs qui ornent ce balcon avait été dérangée ; on se demande si, pour voir sortir quelqu'un de sa maison, elle n'était pas montée sur cette caisse, laquelle, en se renversant, lui aurait fait perdre l'équilibre, ou si elle a voulu réellement se précipiter dans la rue.

— Le premier fonctionnaire du culte musulman à Alger, Sid Hamida el Amali Muphti Maleki d'Alger, chevalier de la Légion d'honneur, vient de mourir.

Sid Hamida el Amali avait d'abord exercé à Alger les fonctions de cadi pendant huit ans ; en 1857, il a été nommé muphti du rite Maleki.

Ce fonctionnaire indigène n'a cessé, pendant toute sa carrière, de témoigner un dévouement sincère à la France.

C'était un érudit et un jurisconsulte des plus distingués ; il jouissait d'une grande estime, aussi une foule considérable qui peut être évaluée à 3,000 personnes l'accompagnait à sa dernière demeure. Il a été inhumé au grand marabout de Sidi Abderrahman. (*Liberté*)

Grande-Bretagne.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Londres, 1^{er} juin.

Le Parlement s'est ajourné jusqu'au 5 juin, et ses vacances ont commencé la veille du Derby, ce qui lui dispense, comme l'a dit M. Thomas Hughes, de déclarer que la Chambre des Lords et la Chambre des Communes ne tiendraient pas de séance le jour de courses. La protestation périodique à laquelle donne lieu l'usage anglais de fêter le Derby Day se continuera longtemps, c'est chose bien certaine. Mais ce qui est plus sûr encore, c'est que ceux qui s'indignent de voir que les lords et les députés prennent un jour de congé pour aller voir courir des chevaux sont l'infime minorité, et qu'ils n'auront probablement jamais la satisfaction de faire prédominer leur opinion. Tant que l'Angleterre sera Anglaise, elle aimera les courses de chevaux, et ni lords, ni députés des Communes ne discuteront et ne voteront de lois le jour du Derby.

L'opinion publique n'a pas ménagé ici les éloges à M. Thiers et lui a rendu pleinement justice en faisant ressortir les services que la France semble devoir oublier un peu trop. Mais d'un autre côté, elle s'est plu à reconnaître les éminentes qualités du maréchal Mac-Mahon, et la devise du nouveau président de la république, Dieu et l'armée, a été interprétée dans le meilleur sens, parce qu'on est persuadé que l'armée ne fera intervenir ses baïonnettes ni pour faire triompher la droite, ni pour donner le pouvoir à la gauche. La perspective n'en reste pas moins la même, c'est-à-dire radicalement monarchique, et où les tendances anglaises se manifestent le mieux, c'est quand ils disent que l'héritier de Napoléon recueillera. Ce qui n'est pas moins vrai, c'est l'axiome favori des Anglais, que les paysans sont loin de savoir ce que c'est que le gouvernement républicain. Qui donc a fait plus de bien aux paysans que l'empereur qu'on appelait l'empereur des Français ? Le paysan ne comprend pas la république, il ne l'aime pas et ne peut pas l'aimer et il s'en détournera au moindre vent, parce que rien ne l'attache à ce régime.

Une grève était à craindre dans le district de Cleveland. Il paraît cependant que tous les dissentiments sont apaisés et que les propriétaires des mines auraient accepté la décision que prononcera un tribunal d'arbitres. Il est à souhaiter que dans toutes les questions litigieuses on se montre aussi raisonnable.

Vous savez tous les détails de l'affaire des fameuses correspondances spéciales du *Daily Telegraph*, sur l'expédition de Khiva, correspondances qui étaient prises d'un vieux numéro du journal *All the year round* de Ch. Dickens, et qui avaient été rédigées par un voyageur en chambre. Cette aventure tourna à la confusion du *Daily Telegraph*, qui, vous vous le rappelez, faisait récemment tant de tapage en annonçant la chute de Khiva. On le blâme de tout côté et très-durement, et on s'élève avec raison contre cette tendance des journaux à sensation de recourir à des moyens peu honorables, pour exploiter le public. Le *Daily Telegraph* est pour longtemps compromis.

Ainsi que je vous l'ai dit, nous allons voir M. Lowe, chancelier de l'Echiquier, proposer la réforme de l'acte de la Banque d'Angleterre connu sous le nom d'acte de 1844. Il est probable que d'ici-là il sera fait quelque communication au Parlement au sujet du traité de commerce franco-anglais ; la politique économique de M. Thiers est en effet abandonnée, et comme, en attendant que toutes les difficultés fussent applanies, on était régi par les *tarifs conventionnels*, c'est-à-dire par les stipulations du traité de 1860, nous avons lieu de croire que l'enquête commerciale aboutira purement et simplement au maintien du libre échange et des conventions commerciales de 1860.

La politique intérieure est au calme plat, mais nous ne tarderons pas à voir se renouveler les attaques contre le parti libéral. Il se prépare une campagne contre M. Gladstone et ses collègues et le but qu'on se proposerait ne serait autre que la dissolution du Parlement et la formation d'un nouveau cabinet. Les élections générales sont évidemment le but des vœux de beaucoup de personnes, mais y réussira-t-on, c'est difficile à affirmer, car jusqu'à présent rien n'a accusé des formes bien nettes, des tendances bien tranchées. Tout cela va se dessiner dans le cours des deux mois qui vont s'écouler, car au milieu des escarmouches et des batailles parlementaires on pourra distinguer l'esprit qui dirige les partis. Quant à rien pressentir, les esprits légers seuls se vanteront de connaître le dénouement que nous ménage la situation actuelle, et de comme le disait le *Times*, on risque fort de se tromper en croyant que nous sommes à l'abri de toute surprise, car c'est toujours l'imprévu qui arrive, et elle est de tous les temps, cette erreur commise par M. Hammond, qui déclarait en 1870 que tout allait bien, que les puissances étrangères vivaient en bonne harmonie les unes avec les autres et que l'horizon était tranquille. Quelques jours après la publication de ce pacifique et rassurant rapport, la guerre franco-prussienne éclatait.

La bataille parlementaire sera beaucoup plus intéressante au point de vue politique qu'au point de vue des lois qui vont se discuter. C'est à ce titre seul que la fin de cette session doit être suivie d'un œil attentif, car les bills qui seront présentés et combattus d'ici au mois d'août ne sont que des prétextes pour arriver à un engagement qui pourra être décisif sur les destinées des deux camps politiques anglais.

Le procès O'Keefe s'est terminé par un verdict qui condamne le cardinal Cullen à un farthing de dommages et intérêts. Pour les personnes qui ne connaissent pas les usages anglais, cette décision peut sembler dérisoire ; il est bon de faire remarquer que c'est une manière de faire payer les frais de procédure à l'une des deux parties. Les adversaires ne sont pas renvoyés dos à dos, payant chacun la moitié des frais ; c'est le cardinal qui est considéré comme dans son tort, mais on donne à O'Keefe la satisfaction morale d'avoir gagné son procès sans que cela lui coûte rien, mais aussi sans qu'il ait un avantage pécuniaire.

Le shah de Perse arrivera ici le jour anniversaire de la bataille de Waterloo ; la tradition ne se perd pas, vous le voyez à cette manière de désigner le 18 juin. On lui donnera le spectacle d'une bataille navale, qui réduira singulièrement l'idée grandiose que ce monarque peut se faire encore de son ancêtre Xercès, qui avait de si belles et si puissantes flottes. Le shah de Perse habitera Buckingham-Palace, et je puis vous assurer que les fêtes qui se prépareront en son honneur seront splendides. Dans la Cité, de grands préparatifs se font, et la magnificence avec laquelle les marchands vont recevoir ce monarque éclipsera, paraît-il, tout ce que les souverains ont déployé de faste et de somptuosité.

En attendant, il commence à pleuvoir des marches persanes, des hymnes persans, des odes en musique pour fêter le shah de Perse, et depuis quelques jours votre compatriote le chevalier de Kotsky fait vendre un morceau de musique intitulé le *Shah de Perse*, dont je ne connais pas le mérite et que je n'ai remarqué qu'à cause d'une lithographie qui orne la couverture et qui représente l'illustre visiteur en grande tenue de diamants.

Je n'ai rien à vous signaler de remarquable en fait de bibliographie ; les livres nouveaux publiés cette semaine n'offrent aucun intérêt particulier, mais comme le British Museum fait paraître le catalogue imprimé de ses manuscrits, je vous promets de faire une excursion sur ce terrain et de vous dire quelle est la proportion dans laquelle la Russie est représentée au British Museum, aussi bien dans le département des imprimés que dans celui des manuscrits.

Mercredi dernier, à en lieu à Londres le banquet annuel du *Royal literary fund*, présidé l'année dernière avec tant d'éclat par le roi des Belges. Cette fois, M. Gladstone occupait le fauteuil. On remarque dans son discours le passage suivant :

« Mylords et messieurs, si cette institution jouit de moins d'influence qu'elle ne mérite, ce n'est point par le défaut du patronage le plus distingué et le plus efficace. Ce fauteuil a été occupé pendant une longue série d'années par des personnages qui ont apporté à la cause de cette institution tout l'appui que pouvaient lui donner la position, le caractère,

manement du cens et à une extension du droit électoral; mais nous devons redouter tout changement qui pourrait entraver les influences locales. Il faudra bien pourtant qu'il se décide un jour ou l'autre à prendre ce parti, sans quoi nous demeurerons éternellement dans l'embarras. La nation veut des réformes; elle veut avant tout la réforme électorale, puis la réforme financière et enfin la réforme militaire. Aucun cabinet ne pourra arriver aux affaires sans promettre la prompte réalisation de ces vœux légitimes, et tous échoueront devant l'impossibilité de réaliser le programme tracé par eux.

« J'ai dit plus haut que la réforme judiciaire n'avait pas un caractère politique, et que son rejet n'obligeait pas le cabinet à une retraite immédiate. Je dois ajouter cependant que le prestige du ministère a été singulièrement atteint par cet échec, parce que l'auteur du projet de loi est M. de Vries lui-même, chef du cabinet.

« Le résultat de cette campagne était, du reste, facile à prévoir; le projet était défectueux à tous égards.

« Nous vivons sous le même régime que vous, moins toutefois le jury et les tribunaux de commerce, que nous ne possédons pas encore. Nous avons le *kantonrecht*, juge de canton ou juge de paix, le tribunal de première instance ou tribunal civil, la cour provinciale ou cour d'appel, et la haute cour ou cour de cassation.

« Or toutes les réformes contenues dans le projet de loi consistaient à étendre la juridiction des juges de paix, supprimer les cours provinciales et ne laisser à la cour de cassation que les affaires criminelles. En sorte que la justice de paix devenait tribunal de première instance; le tribunal de première instance devenait tribunal civil, cour d'appel, police correctionnelle et cour d'assises, et que la haute cour n'avait plus à s'occuper des affaires civiles.

« Au lieu de simplifier les rouages, c'était compliquer la besogne de tout le monde. Aussi, dès le premier jour, les critiques les plus fondées et les plus violentes ne cessèrent d'accabler le projet de loi, et le dénominaient *surpris* personne, du moins en dehors du ministère.

« Le roi, qui n'est de retour de Groningue que depuis hier seulement, a reçu dès son arrivée la visite des ministres. Ceux-ci lui ont expliqué la situation qui leur était faite par le double veto du 20 mai et ont offert leur démission. Si je suis bien informé, le roi aurait répondu qu'il ne pouvait accepter cette démission, et que les ministres devaient conserver leurs portefeuilles jusqu'à la fin de la guerre entreprise contre Atchin, ou tout au moins jusqu'à des élections partielles, qui vont avoir lieu au mois de juin.

« Les ministres se sont réunis deux fois depuis cette audience. Les résolutions arrêtées ne sont pas encore connues; mais, si j'en crois quelque-uns de particulièrement bien renseignés, M. de Vries aurait d'abord parlé de se retirer seul; puis, sur l'insistance de ses collègues, il paraîtrait s'être décidé à ne pas les abandonner. Le ministère resterait au complet, se représenterait devant les Chambres, saisi par la première occasion pour demander un vote de confiance, et, si la Chambre accordait ce vote, continuerait à conserver ses portefeuilles, mettant de côté toutes les réformes projetées et laissant aller les événements jusqu'au dénouement de l'affaire d'Atchin.

« Le roi, en refusant la démission du cabinet, a été d'une courtoisie parfaite pour ses ministres, courtoisie d'autant plus méritoire, que Guillaume III, étant, comme tous les monarques, forcément très conservateur, ne doit éprouver qu'une sympathie restreinte pour le ministère radical qui préside en ce moment à nos destinées.

« C'est cette courtoisie qui a porté le roi, dans son dernier voyage, à couvrir de sa personne les résolutions de son ministère. Dans une réception royale, un gros personnage du pays, M. S..., crut être agréable au roi en s'élevant avec violence contre ceux qui avaient si légèrement lancé le pays dans une guerre avec Atchin.

« Vous oubliez, monsieur, répondit le roi, qu'aux termes de la Constitution, c'est moi qui déclare la guerre. Permettez-moi de me dispenser de vos remerciements. »

RÉSUMÉ.

Nous avons publié le texte d'une décision prise le 6 mai par le Conseil fédéral suisse, interdisant à l'épouse du président espagnol don Carlos le séjour dans les cantons de Genève, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Fribourg et de l'Essin, et dans les districts jurassiens du canton de Berne.

La duchesse de Madrid a fait adresser au président de la Confédération suisse la déclaration suivante :

« La duchesse de Madrid ne proteste pas contre ce décret; elle préfère encore moins qu'il soit révoqué, puisqu'elle quitte volontiers non seulement les cantons indiqués, mais toute la Suisse.

« L'opinion publique est le seul arbitre que la duchesse de Madrid puisse invoquer aujourd'hui; c'est elle qui appréciera la justice et la générosité d'un procédé qui n'a d'autre base que l'abus de la force.

« La duchesse de Madrid proteste uniquement, mais solennellement, contre les considérations de ce décret, dont la teneur est fautive de tous points.

« La duchesse de Madrid, pendant son séjour au Boga, a toujours respecté les lois du pays. Jamais il n'y a été fait d'enlèvement d'aucune espèce. On n'y a seulement délivré quatre saut-conduits à autant d'individus qui les ont demandés avec instance pour se rendre en Espagne, sans qu'il leur ait été donné, ni de même offert, la moindre rétribution. Pas un de ces individus n'appartient à la nationalité suisse.

« La duchesse de Madrid a gardé publiquement et pendant longtemps chez elle un petit canon; elle en avait parfaitement le droit, ainsi que celui de le transformer, comme bon lui a semblé. La police de Genève ne pouvait donc pointer préjuger ses intentions, et encore moins son domicile et saisir, dans une maison particulière, ce qui y était à l'abri des libertés helvétiques.

« Par conséquent M^{me} la duchesse de Madrid proteste devant le Conseil fédéral et devant le peuple entier contre la fausseté des considérations du décret du 5 mai 1873.

« C'est ce que, par ordre de M^{me} la duchesse de Madrid, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, vous priant de le communiquer à votre Conseil fédéral. »

« PEDRO CARO MEXA DE LIZANA, Gentilhomme de M^{me} la duchesse de Madrid. »

« Mulhouse, 15 mai 1873. »

« On lit dans le *Journal de Genève* du 31 mai :

« Parmi les nouvelles immatriculations qui ont eu lieu à l'université de Zurich, nous remarquons celles de 21 dames, dont 11 dans la faculté de médecine et 10 dans la faculté de philosophie. »

« Des ouvriers suisses ont tenu le 2 juin un meeting à Olten et ont résolu de se constituer en « ligue générale des ouvriers suisses » avec un comité fédéral à leur tête.

Le meeting a décidé en outre la création de sociétés coopératives, de bureaux de renseignements pour les invalides du travail et les veuves et orphelins d'ouvriers.

Amérique.

On écrit de New-York au Nord, le 17 mai : « Un fait très caractéristique de notre situation politique a passé inaperçu en Europe. Il mérite d'autant plus d'être signalé à l'attention générale qu'il ne constitue rien moins que la suppression d'une des pierres fondamentales de l'édifice constitutionnel de Washington.

« Aussitôt après la mort de son compétiteur M. Horace Greeley, le général Grant s'étant assuré par les résolutions des conventions préparatoires de sa réélection à la présidence, réunit à la Maison Blanche les membres influents du Congrès et leur déclara qu'il fallait doubler sa liste civile et les émoluments des ministres d'Etat.

« Cette déclaration fut accueillie par les refus catégoriques des sénateurs et des députés les plus dévoués au général Grant. Il lui représenta qu'une pareille exigence était en flagrante contradiction avec une des lois organiques de la Constitution fédérale, que le cas d'une demande d'augmentation de la liste civile présidentielle était prévu et formellement interdit.

« Cette loi, art. II, section 1^{re} de la Constitution de 1787, signée par Georges Washington, est ainsi conçue :

« Le président recevra à époques déterminées pour ses services une compensation pécuniaire qui ne sera ni augmentée ni diminuée pour et pendant la période où il a été élu. »

« Malgré l'inductible précision de ce texte, le général Grant ne se tint pas pour battu, et pour vaincre les scrupules constitutionnels du Congrès, il étendit la portée de la mesure qu'il avait tant à cœur de faire adopter. Il chargea le général Butler, le leader de la Chambre, de proposer un bill par lequel la rémunération des sénateurs et des membres du Congrès serait doublée en même temps que la liste civile et les émoluments des ministres.

« Cette combinaison dissipa comme par enchantement tous les scrupules, et le bill fut adopté d'urgence à une très grande majorité des deux Chambres. Quelques voix indépendantes s'élevèrent pour protester contre cette patente violation d'une loi organique, mais le général Butler et les autres défenseurs du bill démontrèrent, par une argumentation des plus originales, que la Constitution serait respectée, pourvu que le président confirmât le bill cinq minutes avant sa réinauguration.

« Que dit l'article II ? fit l'orateur. Que la liste civile du président ne sera pas augmentée pour et pendant la période où il a été élu. Le général Grant va terminer le 3 mars à 11 h. 55 minutes la période pour laquelle il a été élu la première fois. Le but évident de la loi est d'empêcher que le président fasse augmenter sa liste civile à lui, mais non celle de son successeur. Or, Ulysses Grant signera ce bill en faveur de son successeur. Il se trouve que ce successeur c'est lui-même, mais cela n'invalide pas la valeur intrinsèque de la loi. Grant du premier terme ne présidentiel est une personne; Grant du deuxième terme en est juridiquement une autre. »

« Malgré ces solides arguments, il se trouve aujourd'hui que quelques sénateurs et députés, parmi lesquels MM. Edmunds, Sumner, Bayard, Kowley, Butt, etc., ont restitué au trésor fédéral leur double paie, en disant qu'ils ne veulent pas être solidaires d'un acte illégal et inconstitutionnel.

« Le chiffre de ces restitutions s'élève déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

« Les chiffres de ces restitutions s'élèvent déjà à plus de 100,000 dollars; mais, en en jugeant par l'empressement avec lequel la majorité du Congrès et les organes du pouvoir exécutif ont profité des arguments du général Butler, il est peu probable que la loi votée par les deux Chambres et sanctionnée par le président, le 3 mars à 11 heures 55 minutes précises, soit modifiée. »

administrations ont fonctionné avec régularité. Le travail ne s'est pas ralenti, le crédit s'est relevé et la confiance des nations voisines n'a pas été ébranlée.

« Ce rare exemple contient pour l'avenir de précieux enseignements et nous apprend que la liberté, quelle que soit la forme du gouvernement, cesse d'être un danger lorsqu'elle est contenue par le respect absolu de la loi.

« Le gouvernement, monsieur le préfet, vous donne sa confiance; il réclame en échange tout votre dévouement. Mes instructions ne vous feront pas défaut; n'hésitez pas à vous y conformer, et ma responsabilité couvrira toujours la vôtre. Ce que l'Assemblée Nationale attend avant tout du gouvernement, c'est qu'elle institue, c'est un personnel administratif inspiré par une même pensée, dirigé avec précision et se mettant ouvertement à la tête des conservateurs.

« L'administration doit être, à tous ses degrés, la représentation fidèle de cette politique réparatrice, qui seule peut raffermir un pays, si cruellement éprouvé. N'hésitez pas à dire bien haut de quel côté sont vos sympathies et vos encouragements; appelez à l'union tous les bons citoyens; qu'ils se fortifient par la pratique exacte des devoirs de la vie publique; ce n'est que par cette ferme conduite et par le maintien énergique de tous les principes conservateurs que nous pourrions constituer une France une vraie majorité de gouvernement.

« Entrez, dès à présent, en communication constante avec les populations que vous administrez; la netteté de votre attitude suffira pour relever leur moral, décourager les tentatives anarchiques et assurer partout le respect de l'Assemblée Nationale et de la loi.

« Que tous ceux qui veulent réorganiser le pays, sous la présidence de l'illustre maréchal que les députations de la souveraineté nationale ont élu, sachent enfin qu'ils seront résolument soutenus et défendus.

« Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

« Le ministre de l'intérieur, »

« BULLE. »

« On lit dans le *Journal de Paris* :

« Samedi dernier, M. le comte de Paris est allé faire visite à M. le maréchal de Mac-Mahon. Parti de Paris par le train de midi vingt-cinq minutes, le prince est arrivé à Versailles à une heure, et s'est rendu à l'hôtel de la rue de Gravelle, où il n'a pas trouvé le maréchal, et par conséquent, il a laissé sa carte.

« Le lendemain dimanche, à deux heures, le maréchal de Mac-Mahon est venu rendre à M. le comte de Paris sa visite. Reçu immédiatement, le maréchal s'est entretenu avec le prince pendant environ trente-cinq minutes.

« La Presse annonçait que, ce matin, M. le maréchal de Mac-Mahon devait recevoir à Versailles les représentants de l'ancienne Union parisienne de la presse.

« Cette visite a eu lieu en effet. Le maréchal de Mac-Mahon a reçu une quinzaine de journalistes qui venaient lui déclarer leur ferme propos de soutenir son gouvernement. Le maréchal a prononcé quelques paroles sur « l'ordre matériel et l'ordre moral », se déclarant prêt à maintenir le premier et comptant sur le concours de ses visiteurs pour l'aider à faire triompher le second.

« BULLE. »

« On lit dans le *Journal de Paris* :

« Samedi dernier, M. le comte de Paris est allé faire visite à M. le maréchal de Mac-Mahon. Parti de Paris par le train de midi vingt-cinq minutes, le prince est arrivé à Versailles à une heure, et s'est rendu à l'hôtel de la rue de Gravelle, où il n'a pas trouvé le maréchal, et par conséquent, il a laissé sa carte.

« Le lendemain dimanche, à deux heures, le maréchal de Mac-Mahon est venu rendre à M. le comte de Paris sa visite. Reçu immédiatement, le maréchal s'est entretenu avec le prince pendant environ trente-cinq minutes.

« La Presse annonçait que, ce matin, M. le maréchal de Mac-Mahon devait recevoir à Versailles les représentants de l'ancienne Union parisienne de la presse.

« Cette visite a eu lieu en effet. Le maréchal de Mac-Mahon a reçu une quinzaine de journalistes qui venaient lui déclarer leur ferme propos de soutenir son gouvernement. Le maréchal a prononcé quelques paroles sur « l'ordre matériel et l'ordre moral », se déclarant prêt à maintenir le premier et comptant sur le concours de ses visiteurs pour l'aider à faire triompher le second.

« BULLE. »

« On lit dans le *Journal de Paris* :

« Samedi dernier, M. le comte de Paris est allé faire visite à M. le maréchal de Mac-Mahon. Parti de Paris par le train de midi vingt-cinq minutes, le prince est arrivé à Versailles à une heure, et s'est rendu à l'hôtel de la rue de Gravelle, où il n'a pas trouvé le maréchal, et par conséquent, il a laissé sa carte.

« Le lendemain dimanche, à deux heures, le maréchal de Mac-Mahon est venu rendre à M. le comte de Paris sa visite. Reçu immédiatement, le maréchal s'est entretenu avec le prince pendant environ trente-cinq minutes.

« La Presse annonçait que, ce matin, M. le maréchal de Mac-Mahon devait recevoir à Versailles les représentants de l'ancienne Union parisienne de la presse.

« Cette visite a eu lieu en effet. Le maréchal de Mac-Mahon a reçu une quinzaine de journalistes qui venaient lui déclar

L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.